

9

Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales  
et des aides seniors de la Communauté française,  
de la Région wallonne et de la Communauté germanophone

---

**Convention collective de travail** du 13/05/02 *8*  
**relative au tutorat**

**Préambule**

Les partenaires sociaux du secteur reconnaissent l'utilité du tutorat pour l'ensemble des catégories professionnelles. Ils estiment que ce système devrait être intégré dans les subsides des services.

Vu les possibilités budgétaires du Fonds social pour les aides familiales et seniors, les partenaires sociaux ciblent par ce projet pilote une seule catégorie professionnelle, leurs objectifs étant la démonstration de l'utilité du projet, l'élargissement du système du tutorat à d'autres catégories professionnelles et la prise en charge de ce système par les pouvoirs subsidiaires.

**Chapitre I : Champ d'application**

**Article 1**

- § 1 La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des services d'aide aux familles et aux personnes âgées subsidiés par la Région wallonne, par la communauté germanophone et par les commissions communautaires française et commune de la Région de Bruxelles-Capitale qui ressortissent à la Sous-Commission Paritaire 318.01.
- § 2 Pour l'application de la présente C.C.T., il faut entendre par travailleur : le personnel aide familiale ouvrier et employé, masculin ou féminin

*Handwritten signatures and initials:*  
- Top left: *Hees*  
- Middle left: *AS*  
- Bottom left: *CS*, *B*, *W*

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.
11-06-2002	15-07-2002
	NR. N°

63.303/00/218.0

## Chapitre II : Objectif

### Article 2

- § 1 Par la conclusion de la présente convention, les partenaires sociaux souhaitent instaurer un système de **tutorat** au sein des services visés à l'article 1. L'organisation et le financement de ce système seront réalisés par le Fonds social de la Sous-Commission paritaire.
- § 2 La tutrice est une aide familiale du service confirmée dans sa compétence près d'une personne nouvellement engagée. Elle est chargée d'encadrer cette dernière en **l'accompagnant**, en la conseillant et en partageant ses expériences acquises.
- § 3 On entend par personne nouvellement engagée toute personne inscrite depuis moins de 12 mois au registre du personnel ainsi que toute personne déjà engagée par le service et qui, après avoir réussi une formation d'aide familiale, exerce cette profession au sein de la même entreprise.

## Chapitre III : Conditions

### Article 3

- § 1 La candidate tutrice devra justifier d'au moins dix ans d'ancienneté dans le service. Il peut être dérogé à cette condition dans les services qui ont moins de dix ans d'existence. Le régime de travail de la candidate tutrice sera équivalent ou supérieur à la moitié du temps de travail d'un travailleur occupé à temps plein.
- § 2 *Au terme de sa formation*  
~~Pour atteindre le seuil de réussite~~ la candidate tutrice devra être capable :
  - ◆ de préciser les fonctions et limites du tutorat ainsi que celles de la profession d'aide familiale ;
  - ◆ de déterminer des actions concrètes à mettre en place en vue d'accueillir une personne nouvellement engagée, de l'accompagner dans l'organisation des premières journées de son entrée en fonction, de l'aider à s'intégrer au niveau des équipes et de l'institution, de la sensibiliser à la culture du service et de lui permettre de prendre connaissance de la diversité du métier ;
  - ◆ de présenter et de promouvoir la profession d'aide familiale ;
  - ◆ d'adapter ses actions de tutorat à la personne nouvellement engagée ;
  - ◆ de situer sa fonction dans une perspective de développement des capacités d'auto-évaluation de l'aide familiale.

Pour la détermination du degré de maîtrise, il sera tenu compte de la qualité et de la diversité des actions proposées ainsi que de leur pertinence par rapport aux spécificités de la personne nouvellement engagée.

4

APR  
13  
OB  
J  
M  
Y

§ 3 Aucun lien de subordination ne liera la tutrice et la <sup>personne nouvellement</sup> ~~nouvelle~~ engagée.

§ 4 La tutrice a l'obligation de rencontrer la ~~nouvelle~~ <sup>personne nouvellement</sup> engagée dans les meilleurs ~~délais~~.

### Chapitre IV : Procédure

#### Article 4

§ 1 Chaque service visé à l'article 1 peut bénéficier du financement détaillé au chapitre VI à raison d'une tutrice par tranche entamée de 50 aides familiales inscrites au registre du personnel au 31 décembre de chaque année. Le service qui emploie moins de 50 aides familiales peut bénéficier du financement détaillé au chapitre VI pour une tutrice. En fonction du budget disponible, le Conseil d'Administration du Fonds social est habilité à proposer à la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone de modifier cette proportion.

#### Article 5

§ 1 Le service qui souhaite adhérer au système de tutorat propose à chaque aide familiale remplissant les conditions visées à l'article 3 § 1 de poser, sur base volontaire, sa candidature en tant que tutrice.

§ 2 Lorsque le nombre de candidates est supérieur aux nombres de postes de tuteurs à pourvoir, l'employeur procède à la sélection. Lorsque le nombre de candidates est inférieur ou égal au nombre de postes de tuteurs à pourvoir, la ou les candidates sont automatiquement sélectionnées.

§ 3 Une liste reprenant les noms et anciennetés des différentes candidates est présentée au Conseil d'entreprise, ou à défaut au Comité pour la prévention et la protection au travail, ou à défaut aux délégations syndicales, ou à défaut aux permanents syndicaux.

#### Article 6

§ 1 Le Fonds social confie à des opérateurs de formation l'organisation d'une formation de base au tutorat à raison d'une session de 6 journées par personne formée et d'une formation continuée à raison de 8 heures par an par tutrice. Pour ce faire, le Fonds social est chargé de conclure des conventions de collaboration avec ~~les écoles appartenant aux quatre réseaux de Promotion sociale (la Communauté française, le Conseil des Pouvoirs organisateurs de l'Enseignement O la Fédération des Etablissements Libres Subventionnés Indépendants et Le Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique).~~

APR  
13  
OB  
J  
M  
Y  
9

§ 2 Le Fonds social organise annuellement une journée de bilan à laquelle sont conviées toutes les tutrices.

### Chapitre V : Organisation

#### Article 7

§ 1 L'employeur inscrit au réseau de son choix, la ou les candidates tutrices sélectionnées à la formation au tutorat ainsi qu'à la formation continuée.

§ 2 L'employeur organise le travail de son service de manière à permettre aux tutrices de participer à la formation au tutorat, à la formation continuée, à la journée annuelle de bilan de fonctionnement, ainsi que pour leur permettre d'assurer, à raison de 16 heures par an, l'encadrement des ~~nouvelles~~ engagées.

*personnes nouvellement*

§ 3 L'employeur aura un contingent annuel d'heures de tutorat correspondant à 16 heures multiplié par le nombre de tutrices que le service comprend.

Il organisera une concertation avec les Conseils d'entreprise, ou à défaut avec la délégation syndicale, ou à défaut avec les permanents syndicaux, pour la répartition de ces heures entre les ~~nouvelles~~ engagées.

*personnes nouvellement*

*Handwritten notes and signatures on the right side of Article 7, including initials like 'AM', 'CD', and 'Hes'.*

### Chapitre VI : Financement

#### Article 8

§ 1 La prise en charge financière du système de tutorat par le Fonds social portera exclusivement sur :

- ◆ la formation au tutorat (session de 6 jours) : coût de la session, minerval, salaire de l'aide familiale et frais de déplacement ;
- ◆ la formation continuée au tutorat (8 heures par an) : coût de la session, salaire de l'aide familiale et frais de déplacement ;
- ◆ la journée annuelle bilan de fonctionnement (8 heures par an) : salaire, frais administratifs et frais de déplacement ;
- ◆ l'encadrement de la ~~nouvelle~~ engagée (16 heures par an et par tutrice) : salaire de l'aide familiale tutrice et frais de déplacement.

*personnes nouvellement*

Pour l'application du présent paragraphe, on entend par salaire de l'aide familiale :

- le salaire cotisations patronales comprises et déduction faite du congé-éducation payé.

*soit majoré des cotisations patronales à l'ONP, à l'ONVA et au Fonds de sécurité d'existence déduite de l'intégralité des services des employeurs à l'éducation payés.*

§ 2 Les coûts des sessions de formation et du minerval sont pris en charge par le Fonds sur présentation de factures détaillées établies par les opérateurs de formations et en fonction de la convention qui les lie ;

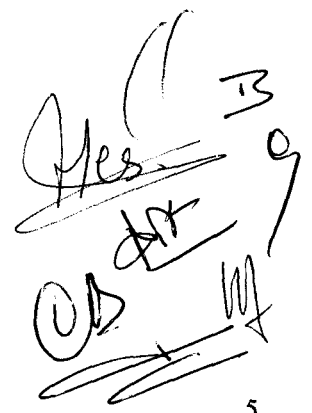
*Handwritten notes and signatures on the right side of Article 8, including initials like 'AM', 'CD', and 'Hes'.*

- 4
- § 3 Toute candidate à la formation au tutorat engagée dans un contrat de travail de minimum 0,50 équivalent temps plein (1/2 temps) réalisera la formation dans le cadre du congé éducation payé pour autant que cette candidate puisse en bénéficier.
- § 4 Le coût salarial des aides familiales tutrices en formation ainsi que les frais de déplacement sont pris en charge par le Fonds social sur présentation d'une déclaration sur l'honneur du service reprenant au minimum les nom, prénom et ancienneté **barémique** des tutrices ainsi que les dates et lieux des formations suivies. La liquidation **s'opérera** après examen de la déclaration sur l'honneur et de la liste de présences aux formations.
- § 5 Le coût salarial des aides familiales tutrices ainsi que les frais de déplacement pour se rendre à la journée annuelle de bilan sont pris en charge par le Fonds social sur base de la liste de présences établie par le secrétaire du Fonds social et du même type de déclaration sur l'honneur que repris à l'article 8 § 4.
- § 6 Le coût salarial des aides familiales tutrices ainsi que les frais de déplacement pour encadrer la nouvelle engagée sont pris en charge par le Fonds social sur base **d'une** copie du formulaire officiel de relevé des prestations exigé par les pouvoirs subsidants et du même type de déclaration sur l'honneur que repris à l'article 8 § 4.

## Chapitre VII : Dispositions finales

### Article 9

- § 1 La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et est conclue pour une durée indéterminée.
- § 2 La présente convention collective de travail peut être revue ou dénoncée par l'une des parties signataires moyennant un préavis de 3 mois notifié par lettre recommandée à la poste au Président de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.



Handwritten signatures and initials, including the name 'Hes' and the number '13'.

4

Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse  
Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap

## Collectieve arbeidsovereenkomst van 13/05/02 betreffende het peterschap.

### Inleiding

De sociale partners van de sector erkennen de noodzaak van het peterschap voor alle beroeps categorieën. Zij zijn van mening dat dit systeem zou moeten worden geïntegreerd in de subsidies van de diensten.

Gezien de budgettaire mogelijkheden van het Sociaal Fonds voor de gezins- en bejaardenhulp, beogen de sociale partners met dit pilootproject een enkele beroeps categorie. Hun doelstelling is het bewijs van de noodzaak van het project, de uitbreiding van het systeem van peterschap tot andere beroeps categorieën en de tenlasteneming van dit systeem door de subsidiërende overheden.

### Hoofdstuk I: Toepassingsgebied

#### Artikel 1

- §1 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de diensten voor gezins- en bejaardenzorg gesubsidieerd door het Waalse Gewest, door de Duitstalige Gemeenschap en door de Franse en de gemeenschappelijke gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die ressorteren onder het Paritair Subcomité 318.01.
- §2 Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst moet onder werknemer worden verstaan: de mannelijke en vrouwelijke gezinshulpen, zowel arbeiders als bedienden.

### Hoofdstuk II: Doelstelling

#### Artikel 2

- §1 Door deze overeenkomst te sluiten, wensen de sociale partners een systeem van peterschap in te stellen in de diensten bedoeld in artikel 1. De organisatie en de financiering van dit systeem zullen gebeuren door het Sociaal Fonds van het paritair subcomité.
- §2 De peter is een gezinshulp van de dienst die bevestigd is in haar bevoegdheid bij een nieuw aangeworven persoon. Zij wordt ermee belast deze laatste te omkaderen door haar te begeleiden, raad te geven en haar verworven ervaring te delen.
- §3 Onder nieuw aangeworven persoon wordt verstaan elke persoon die sinds minder dan 12 maanden is ingeschreven in het personeelsregister, evenals elke persoon die reeds is aangeworven door de dienst en die, na geslaagd te zijn in een opleiding als familiehelp, dit beroep uitoefent in dezelfde onderneming.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

11-06-2002

15-07-2002

NR.  
N°

63.303/00/318.01

### Hoofdstuk III: Voorwaarden

#### Artikel 3

- §1 De kandidaat peter zal minstens tien jaar anciënniteit in de dienst moeten aantonen. Van deze voorwaarde kan worden afgeweken in de diensten die minstens tien jaar bestaan. Het arbeidsstelsel van de kandidaat peter zal gelijk zijn of hoger dan de helft van de arbeidstijd van een voltijds tewerkgestelde werknemer.
- §2 Op het einde van de opleiding zal de kandidaat peter het volgende moeten kunnen:
  - de functies en de grenzen bepalen van het peterschap evenals deze van het beroep van gezinshulp
  - concrète acties bepalen die moeten gebeuren met het oog op de ontvangst van een nieuw aangeworven persoon, haar begeleiden in de organisatie van de eerste dagen van haar indiensttreding, helpen zich te integreren in de ploegen en de instelling, haar sensibiliseren voor de cultuur van de dienst en het haar mogelijk maken kennis te maken met de diversiteit van de sector;
  - het beroep van gezinshulp voorstellen en bevorderen;
  - haar handelingen als peter aanpassen aan de nieuw aangeworven persoon;
  - haar functie plaatsen in een ontwikkelingsperspectief van de auto-evaluatiecapaciteiten van de gezinshulp.  
Om de beheersingsgraad te bepalen, zal er rekening gehouden worden met de kwaliteit en met de diversiteit van de voorgestelde handelingen evenals met hun deugdelijkheid met betrekking tot het specifieke karakter van de nieuw aangeworven persoon.
- §3 Geen enkele ondergeschiktheidsband zal de peter en de nieuw aangeworven persoon binden.
- §4 De peter is verplicht de nieuw aangeworven persoon in de best mogelijke omstandigheden te ontmoeten.

### Hoofdstuk IV: Procédure

#### Artikel 4

- §1 Elke dienst bedoeld in artikel 1 kan de financiering opgesomd in hoofdstuk VI genieten op basis van een peter per aangevatte schijf van 50 gezinshulpen ingeschreven in het personeelsregister op 31 december van elk jaar. De dienst die minstens 50 gezinshulpen tewerkstelt kan de financiering opgesomd in hoofdstuk VI genieten voor een peter. In functie van het beschikbare budget, is de Raad van beheer van het Sociaal Fonds bevoegd het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap voor te stellen deze verhouding te wijzigen.

#### Artikel 5

- §1 De dienst die tot het systeem van peterschap wil toetreden stelt elke gezinshulp die aan de voorwaarden voldoet in artikel 3 § 1 voor op vrijwillige basis haar kandidatuur te stellen als peter.

- §2 Als het aantal kandidaten hoger is dan het aantal plaatsen als peter, gaat de werkgever over tot de selectie. Als het aantal kandidaten lager is dan of gelijk aan het aantal plaatsen als peter, worden de kandidaten automatisch geselecteerd.
- §3 Een lijst met de namen en de anciënniteit van de verschillende kandidaten wordt voorgelegd aan de ondernemingsraad, of bij gebreke hiervan aan het Comité voor preventie en bescherming op het werk, of bij gebreke hiervan aan de vakbondsafvaardigingen, of bij gebreke hiervan aan de vakbondsvrijgestelden.

**Artikel 6**

- §1 Het Sociaal Fonds vertrouwt aan de opleidingschefs de organisatie toe van een basisopleiding tot het peterschap op basis van een sessie van 6 dagen per opgeleide persoon en van een voortgezette opleiding op basis van 8 uur per jaar per peter. Hiertoe wordt het Sociaal Fonds belast met het sluiten van samenwerkingsovereenkomsten met deze chefs.
- §2 Het Sociaal Fonds organiseert jaarlijks een "overzichtsday" waarop alle peters worden uitgenodigd.

**Hoofdstuk V: Organisatie**

**Artikel 7**

- §1 De werkgever schrijft kandidaat peters in die geselecteerd zijn voor de opleiding tot peter en voor de voortgezette opleiding in het net van zijn keuze.
- §2 De werkgever organiseert het werk van zijn dienst zo dat voor de peters mogelijkis deel te nemen aan de opleiding tot peter, de voortgezette opleiding, de jaarlijkse "overzichtsday" en dat het voor hen mogelijk is om op basis van 16 uur per jaar de omkadering van de nieuw aangeworven personen te waarborgen.
- §3 De werkgever heeft een jaarlijks contingent peteruren die overeenstemmen met 16 uur vermenigvuldigd met het aantal peters dat de dienst heeft. Hij zal een overleg organiseren met de ondernemingsraden, bij gebreke hiervan met de vakbondsafvaardiging, bij gebreke hiervan met de vakbondsvrijgestelden, voor de verdeling van deze uren onder de nieuw aangeworven personen.

**Hoofdstuk VI: Financiering**

**Artikel 8**

- §1 De financiële tenlasteneming van het systeem van peterschap door het Sociaal Fonds zal uitsluitend gaan over:
  - de opleiding tot peter (sessie van 6 dagen): kosten van de sessie, collegegeld, loon van de gezinshulp en verplaatsingskosten;
  - de voortgezette opleiding tot peter (8 uur per jaar): kosten van de sessie, loon van de gezinshulp en verplaatsingskosten;
  - de jaarlijkse "overzichtsday" (8 uur per jaar): loon, administratieve en verplaatsingskosten;



- de omkadering van de nieuw aangeworven personen (16 uur per jaar en per peter):  
loon van de peter - gezinshulp en verplaatsingskosten.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt onder loon van de gezinshulp verstaan:

- het brutoloon vermeerderd met de werkgeversbijdragen aan de RSZ, de RJV en aan het Fonds voor bestaanszekerheid, verminderd met de tegemoetkoming van de dienst voor betaald educatief verlof.

- §2 De kosten van de opleidings sessies en van het collegegeld worden ten laste genomen door het Fonds op voorlegging van gedetailleerde facturen opgemaakt door de opleidingschefs en in functie van de overeenkomst die hen bindt.
- §3 Elke kandidaat die de opleiding volgt tot peter en die is aangeworven met een arbeidscontract van minimum 0,50 voltijdse equivalenten (**halftijds**) zal de opleiding voltooien in het kader van het betaald educatief verlof, voor zover deze kandidaat dit kan genieten.
- §4 De loonkosten van de peters - gezinshulpen in opleiding en de verplaatsingskosten worden ten laste genomen door het Sociaal Fonds op voorlegging van een verklaring op erewoord van de dienst met daarin minstens de naam, voornaam en baremieke anciënniteit van de peters en de data en plaatsen van de gevolgde opleidingen. De afrekening zal gebeuren na onderzoek van de verklaring op erewoord en de aanwezigheidslijsten van de opleidingen.
- §5 De loonkosten van de peters - gezinshulpen en de verplaatsingskosten om zich naar de jaarlijkse "overzichts dag" te begeven worden ten laste genomen door het Sociaal Fonds op basis van de aanwezigheidslijst opgemaakt door het secretariaat van het Sociaal Fonds en van hetzelfde soort verklaring op erewoord als in artikel 8 § 4.
- §6 De loonkosten van de peters - gezinshulpen en de verplaatsingskosten om de nieuw aangeworven persoon te omkaderen worden ten laste genomen van het Sociaal Fonds op basis van een kopie van het officiële prestatieformulier geëist door de subsidiërende overheden en van hetzelfde soort verklaring op erewoord als in artikel 8 § 4.

## **Hoofdstuk VII: Slotbepalingen**

### **Artikel 9**

- §1 Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt van kracht op 1 januari 2002 en is gesloten voor onbepaalde tijd.
- §2 Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan worden herzien of opgezegd door een van de ondertekenende partijen met een opzeg van 3 maanden bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het paritair subcomité voor de diensten voor gezins- en familie hulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.